



*RAPPORT ENQUÊTE ANNUELLE
D'ÉVALUATION DU PROJET*

PRRO 200583 2014-2016 PAM

Deuxième passage



Février 2015

Table des matières

TABLE DES MATIERES	II
LISTE DES TABLEAUX	III
LISTE DES GRAPHIQUES	III
1. CONTEXTE DE L'ETUDE	1
2. METHODOLOGIE DE L'ENQUETE	3
2.1. COUVERTURE GEOGRAPHIQUE DE L'ENQUETE ET CALCUL DE LA TAILLE DE L'ECHANTILLON	3
2.2. SELECTION DES MENAGES	3
2.3. OUTILS DE COLLECTE	4
2.4. MISE EN ŒUVRE DE L'ENQUETE	4
3. PRESENTATIONS DES PRINCIPAUX RESULTATS DES DONNEES SUR LES MENAGES	5
3.1. CARACTERISTIQUES SOCIOECONOMIQUES DES MENAGES	5
3.1.1. Sexe des chefs de ménage.....	5
3.1.2. Statut matrimonial des chefs de ménage	5
3.1.3. Niveau d'instruction des chefs de ménage	6
3.1.4. Principale activité des chefs de ménage.....	7
3.1.5. Age moyen des chefs de ménage.....	7
3.1.6. Nombre moyen de source de revenu et nombre de personnes contributrices à la source	8
3.1.7. Première source de revenu.....	8
3.2. EVOLUTION DE LA SECURITE ALIMENTAIRES DES MENAGES	10
3.2.1. Les stratégies d'adaptation.....	10
3.2.2. Consommation alimentaire des ménages	12
3.2.3. Score de diversité alimentaire	14
3.2.4. Dépenses alimentaires.....	15
3.2.5. Endettement et remboursement	15
3.2.5. Disponibilité de stock.....	16
3.3. CHANGEMENTS DANS LES CONNAISSANCES ET PRATIQUES DE L'ALIMENTATION DES ENFANTS	17
3.3.1. Connaissances des pratiques d'alimentation du nouveau-né	17
3.3.2. Connaissance sur l'alimentation des enfants diarrhéiques	20
3.3.3. Pratique de l'alimentation dans les dernières 24 heures	20
3.4. ÉVALUATION DE L'ÉTAT NUTRITIONNEL ET DES MORBIDITÉS DES ENFANTS DE 6 À 59 MOIS.....	22
3.4.1. Malnutrition aiguë (poids/taille)	22
3.4.2. Malnutrition chronique (taille/âge).....	23
3.4.3. Mortalité rétrospective.....	23
3.4.4. Morbidité des enfants de 6 à 59 mois.....	24
3.5. RESULTATS COMMUNAUTAIRES	25
3.5.1. Community Asset score	25
3.5.2. Principaux changements observés avec les créations d'actifs	25
3.5.3. Changements déclarés comme des acquis définitifs par les communautés	26
3.5.4. Sélection des sites des activités de récupération des terres.....	27
3.5.5. Chocs subis par les communautés pendant les 3 dernières années.....	28
3.5.6. Situation alimentaire dans les villages	29
a. Appréciation de la situation alimentaire par les communautés par rapport au mois passé	29
b. Appréciation de la situation alimentaire par les communautés par rapport au même mois de l'année passé	29
3.5.7. Situation nutritionnelle des enfants de moins de cinq (5) ans	30
3.5.8. Connaissance des causes de malnutrition chez les enfants par les communautés.....	31
CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	33

Liste des tableaux

TABLEAU 1 : TIRAGE DE L'ECHANTILLON DES MENAGES	3
TABLEAU 2 : REPARTITION (EN %) DES CM PAR SEXE ET ETAT MATRIMONIAL.....	6
TABLEAU 3 : REPARTITION (EN %) DES CM PAR NIVEAU INSTRUCTION SELON LA REGION ET LA ZONE AGRO-ECOLOGIQUE	6
TABLEAU 4 : REPARTITION (EN %) DES CM PAR PRINCIPALE ACTIVITE	7
TABLEAU 5 : REPARTITION (EN %) DES CM SELON LA SOURCE DE REVENU DU MENAGE	9
TABLEAU 6 : REPARTITION (EN %) DES MENAGES SUIVANT LES STRATEGIES DE SURVIE ADOPTÉES AU COURS DES 7 DERNIERS JOURS.....	10
TABLEAU 7 : REPARTITION (EN %) DES MENAGES SUIVANT LES STRATEGIES DE SURVIE ADOPTÉES AU COURS DES 30 DERNIERS JOURS	11
TABLEAU 8 : REPARTITION (EN %) DES MENAGES PAR ZONE AGRO ECOLOGIQUE SELON LE TYPE DE STRATEGIES ADOPTÉES AU COURS DES 30 DERNIERS JOURS	12
TABLEAU 9 : REPARTITION (EN %) DES SOURCES DES ALIMENTS CONSOMMÉS DANS LES 7 DERNIERS JOURS PAR GROUPE.....	13
TABLEAU 10 : REPARTITION (EN %) DES MENAGES PAR CLASSE DE SCORE DE CONSOMMATION ALIMENTAIRE	14
TABLEAU 11 : NOMBRE MOYEN DE JOURS DE CONSOMMATION DES GROUPES D'ALIMENTS	14
TABLEAU 12 : REPARTITION (EN %) DES MENAGES SELON LA CLASSE DE DIVERSITÉ ALIMENTAIRE.....	15
TABLEAU 13 : REPARTITION (EN %) DES MENAGES PAR CLASSE DES DÉPENSES ALIMENTAIRES	15
TABLEAU 14 : REPARTITION DES MENAGES SELON LEUR ETAT D'ENDETTEMENT	16
TABLEAU 15 : PROPORTION DES MENAGES AYANT UN STOCK SELON SA DURÉE DE COUVERTURE	16
TABLEAU 16 : REPARTITION DES FEMMES SELON LEURS CONNAISSANCES DES ALIMENTS DES NOUVEAU-NÉS IMMÉDIATEMENT APRÈS L'ACCOUCHEMENT	17
TABLEAU 17 : REPARTITION DES FEMMES SELON LE DÉLAI AVANT LA MISE AU SEIN DES NOUVEAU-NÉS.....	18
TABLEAU 18 : REPARTITION DES FEMMES SELON LEURS CONNAISSANCES SUR LA DURÉE DE L'ALLAITEMENT.....	19
TABLEAU 19 : REPARTITION DES FEMMES SELON LEURS ATTITUDES À L'ÉGARD DES ENFANTS DIARRHÉIQUES	20
TABLEAU 20 : GROUPES D'ALIMENTS LES PLUS CONSOMMÉS	20
TABLEAU 21 : REPARTITION DES ENFANTS DE 6-23 MOIS PAR CLASSE DE DIVERSITÉ ALIMENTAIRE	21
TABLEAU 22 : PRÉVALENCE DE LA MALNUTRITION AIGÛE (POIDS/TAILLE EN Z-SCORE) POUR LES ENFANTS DE 6 A 59 MOIS PAR TRANCHE D'ÂGE, PAR SEXE ET PAR ZONE AGRO-ECOLOGIQUE.....	22
TABLEAU 23 : PRÉVALENCE DE LA MALNUTRITION CHRONIQUE (TAILLE/ÂGE EN Z-SCORE) POUR LES ENFANTS DE 6 A 59 MOIS PAR TRANCHE D'ÂGE ET PAR SEXE	23
TABLEAU 24 : TAUX BRUT DE MORTALITÉ ET TAUX DE MORTALITÉ CHEZ LES ENFANTS DE MOINS DE 5 ANS (PÉRIODE DE RAPPEL DE 143 JOURS).....	24
TABLEAU 25 : MORBIDITÉ (EN %) DES ENFANTS DE 6 A 59 MOIS AU COURS DES 15 DERNIERS JOURS	24
TABLEAU 33 : REPARTITION DES ACTIFS PRODUCTIFS	25
TABLEAU 26 : APPRÉCIATION DE LA SITUATION NUTRITIONNELLE PAR LES COMMUNAUTÉS.....	31
TABLEAU 27 : REPARTITION (EN %) DES VILLAGES SELON LA CONNAISSANCE DES CAUSES DE MALNUTRITION PAR LES COMMUNAUTÉS	32

Liste des graphiques

GRAPHIQUE 1 : REPARTITION (EN %) DES MENAGES SELON LE SEXE DES CM.....	5
GRAPHIQUE 2 : ÂGE MOYEN DES CM (EN ANNÉES REVOLUÉS)	7
GRAPHIQUE 3 : NOMBRE MOYEN DE SOURCES ET NOMBRE MOYEN DE PERSONNES CONTRIBUTRICE PAR ZONE	8
GRAPHIQUE 4 : POURCENTAGE DES FEMMES RECOMMANDANT LE COLOSTRUM AU NOUVEAU-NÉ.....	18
GRAPHIQUE 5 : POURCENTAGE DES FEMMES PRÉVOYANT UNE ALIMENTATION SPÉCIFIQUE EN PLUS DU LAIT MATEL À PRÈS 6 MOIS.....	19
GRAPHIQUE 6 : POURCENTAGE DES VILLAGES ENQUÊTÉS SELON LES PRINCIPAUX CHANGEMENTS OBSERVÉS SUITE AUX CRÉATIONS D'ACTIFS	26

GRAPHIQUE 7 : REPARTITION EN % DES VILLAGES ENQUETES SELON LES CHANGEMENTS DECLARES COMME DES ACQUIS DEFINITIFS SUIVE AUX ACTIVITES DE CREATION D'ACTIFS	27
GRAPHIQUE 8 : % DES VILLAGES SELON LE MODE DE SELECTION DES ACTIVITES DE RECUPERATION DES TERRES	27
GRAPHIQUE 9 : REPARTITION (EN %) DES VILLAGES SELON LES PRINCIPAUX CHOCS VECUS AU COURS DES 3 DERNIERES ANNEES	28
GRAPHIQUE 10 : REPARTITION DES VILLAGES ENQUETES SELON LEUR APPRECIATION DE LA SITUATION ALIMENTAIRE PAR RAPPORT AU MOIS PASSE	29
GRAPHIQUE 11 : REPARTITION DES VILLAGES ENQUETES SELON LEUR APPRECIATION DE LA SITUATION ALIMENTAIRE PAR RAPPORT AU MEME MOIS DE L'ANNEE PASSEE	30

1. Contexte de l'étude

Le Niger est un pays soumis à une récurrence de crises alimentaires. Ces chocs répétés ont pour conséquence l'affaiblissement de la résilience des communautés vivant dans des écosystèmes fragiles. En outre, les ménages pauvres vivant dans un environnement exposé aux chocs subissent des facteurs structurels de vulnérabilité. Les effets de ces crises ne se limitent pas à un seul cycle agricole, d'où la nécessité d'une assistance prolongée.

Le Gouvernement du Niger, dans une optique de développement durable, en partenariat avec les organismes des Nations Unies notamment le Programme Alimentaire Mondial (PAM) a décidé d'accorder la priorité au rétablissement de la résilience à long terme des populations vulnérables.

C'est dans ce cadre que le PAM a élaboré un nouveau projet d'Intervention Prolongée de Secours et de Redressement 200583 (IPSR 200583) qui a démarré depuis janvier 2014 et dont les axes stratégiques qui constituent les grandes lignes directives sont :

- ✓ Réduire l'incidence des contraintes saisonnières et des chocs sur la vie et les moyens d'existence des populations en période de soudure (juin à septembre) ;
- ✓ Améliorer l'accès aux avoirs et aux vivres en période post récolte (novembre à mai) ;
- ✓ Appuyer les filets de sécurité intégrés pendant toute l'année.

La mise en œuvre de ce projet a nécessité une nouvelle approche en suivi et évaluation pour faire ressortir l'effet des interventions sur l'amélioration de la résilience des populations bénéficiaires.

Cette nouvelle stratégie du système de suivi et évaluation du PAM Niger au titre de l'IPSR 200583 est:

- ✓ D'effectuer une enquête de base pour renseigner les indicateurs de référence;
- ✓ De réaliser des enquêtes annuelles afin d'évaluer les changements intervenus ;

- ✓ De réorienter et d'alléger les enquêtes Post Distribution Monitoring (PDM) afin d'améliorer l'efficacité, l'exploitation et l'utilisation des résultats pour la mise en œuvre des activités.

Ainsi, l'Institut National de la Statistique (INS) partenaire de mise en œuvre de cette stratégie, en collaboration avec le Programme Alimentaire Mondial (PAM), a organisé une enquête annuelle en décembre 2014. L'objectif de cette enquête est de suivre l'évolution de la situation de référence en mesurant les changements intervenus.

Cette évaluation de la première année de mise en œuvre du projet s'est effectuée dans un environnement où la malnutrition aigüe globale chez les enfants de 6 à 59 mois est très proche du seuil d'urgence avec la situation alimentaire globalement moins préoccupante sur l'étendue du territoire national.

2. Méthodologie de l'enquête

Cette section retrace les différentes étapes qui ont conduit à la détermination de la taille de l'échantillon et à la collecte des données.

2.1. Couverture géographique de l'enquête et calcul de la taille de l'échantillon

La présente enquête d'évaluation s'est déroulée dans 30 communes d'intervention du projet IPSR 200583.

Le processus de détermination de la taille de l'échantillon est basé sur les prévalences des indicateurs clés à évaluer lors de cette enquête telles que la prévalence de la fièvre, la prévalence de la diarrhée, la proportion des ménages ayant un score de consommation alimentaire pauvre, la prévalence de la malnutrition aigüe globale pour les 6-23 mois et 6-59 mois.

Au total, 1500 ménages ont été sélectionnés et repartis de façon proportionnelle dans les zones agro-écologiques.

Cette première enquête d'évaluation a été réalisée à partir d'un sous-échantillon de l'enquête de base organisée en mars 2014. Ainsi, disposant de la liste complète des ménages enquêtés au premier passage, un tirage aléatoire simple a été appliqué de sorte à assurer la représentativité de l'échantillon dans l'ensemble des trois zones agro-écologiques.

2.2. Sélection des ménages

Après la mise à jour de la liste des ménages enquêtés au premier passage dans chaque grappe sélectionnée, il a été sélectionné en moyenne 15 ménages par grappe dans 100 grappes.

Lorsque le nombre total des ménages à enquêter par village sélectionné (15 ménages) n'est pas atteint, le complément est tiré dans les autres grappes de l'échantillon.

Tableau 1 : Tirage de l'échantillon des ménages

Zone agro-écologique	Nombre de grappes tirées	Nombre de ménages enquêtés
Agricole	38	505
Agropastorale	33	542
Pastorale et désertique	29	402
Ensemble	100	1 449

2.3. Outils de collecte

Quatre (4) instruments de collecte ont été élaborés :

- Une fiche récapitulative qui permet d'actualiser la liste de tous les ménages enquêtés dans une grappe lors du premier passage ;
- Un questionnaire ménage sur PDA administré dans tous les ménages échantillons ; il est destiné à recueillir des informations sur les caractéristiques sociodémographiques et économiques des ménages ;
- Un questionnaire ménage (en version papier) destiné à recueillir des informations sur la composition du ménage, les données sur la mortalité et l'anthropométrie ;
- Un questionnaire communautaire sur PDA qui a permis de renseigner la situation socioéconomique des communautés notamment les infrastructures sociales dont elles disposent, les actifs productifs créés par le PAM.

2.4. Mise en œuvre de l'enquête

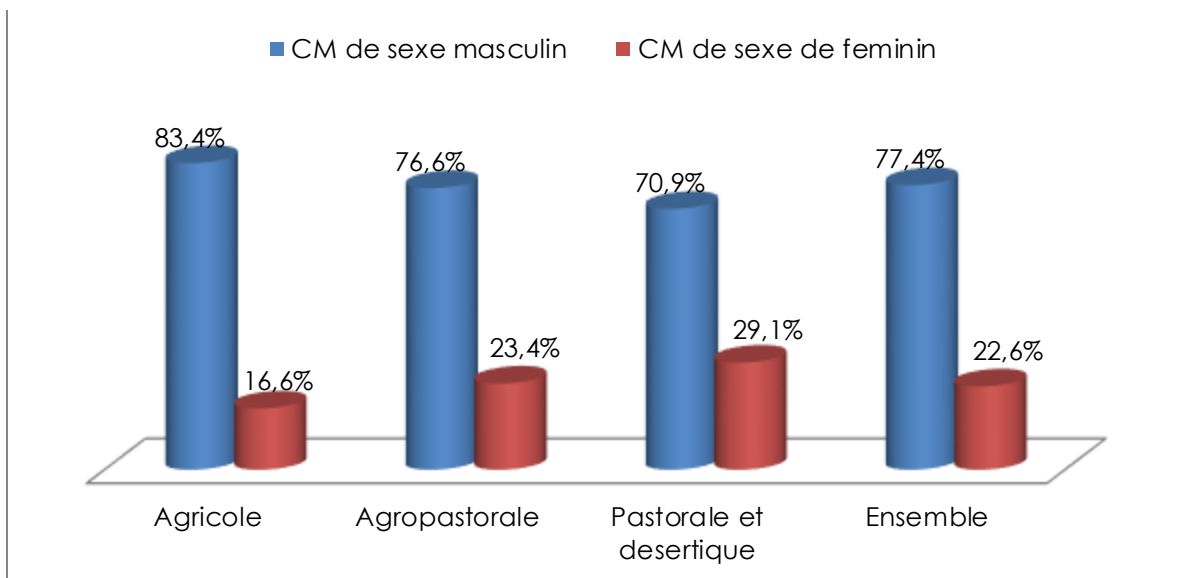
Il a été procédé au recrutement de 33 agents qui ont été formés pendant neuf (9) jours par des cadres de l'INS et du PAM (du 25 novembre au 4 décembre 2014). La formation a porté sur la méthodologie d'échantillonnage, les techniques d'interviews, l'utilisation du logiciel ENA/SMART, la prise de mesures anthropométriques et l'utilisation des appareils PDA (Personal Digital Assistant) utilisés pour administrer les questionnaires. A l'issue de la formation théorique et pratique, les 28 meilleurs agents ont été retenus dont sept (7) chefs d'équipe, sept (7) mesureurs, sept (7) assistants mesureurs et sept (7) enquêteurs. Ces équipes ont assuré la collecte des données pendant 16 jours (du 9 au 24 décembre 2014). Afin d'apprécier et d'améliorer la qualité des données recueillies sur le terrain, il a été organisé des missions conjointes de supervision par l'INS et le PAM pour une dizaine de jours.

3. Présentation des principaux résultats : Niveau ménage

3.1. Caractéristiques socioéconomiques des ménages

Cette section traite des caractéristiques socioéconomiques des chefs de ménages (CM) telles que le sexe, l'état matrimonial, le niveau d'instruction, l'activité principale, l'âge, les sources de revenu, etc.

3.1.1. Sexe des chefs de ménage



Graphique 1 : Répartition (en %) des ménages selon le sexe des CM

Sur l'ensemble de l'échantillon, il ressort des résultats de l'enquête que 77,4% des chefs des ménages sont de sexe masculin. Selon la zone agro-écologique, la proportion des chefs de ménages de sexe masculin varie de 70,9% en zone pastorale et désertique à 83,4% en zone agricole. La forte proportion des chefs de ménages de sexe féminin est ainsi localisée en zone pastorale et désertique avec 29,1%.

3.1.2. Statut matrimonial des chefs de ménage

Les chefs de ménage mariés monogames sont les plus nombreux. En effet, ils représentent 73,8% de l'ensemble des ménages, suivi des veufs/veuves et mariés polygames avec respectivement 12,2% et 10,5%. Les chefs de ménage célibataires représentent seulement 1,0% de l'ensemble des ménages.

Tableau 2 : Répartition (en %) des CM par sexe et état matrimonial

Etat matrimonial	Agricole	Agropastorale	Pastorale et désertique	Ensemble
Marié monogame	72,5	74,5	74,3	73,8
Marié polygame	13,1	10,7	7,0	10,5
Divorcé /Séparé	2,6	3,0	2,0	2,6
Veuf/Veuve	11,3	11,4	14,2	12,2
Célibataire	0,6	0,4	2,5	1,0

3.1.3. Niveau d'instruction des chefs de ménage

La proportion des chefs de ménage sans aucun niveau d'instruction est plus importante avec 75,4%. Les chefs de ménage qui ont atteint le secondaire représentent seulement 1,0% et ceux du niveau supérieur ne représentent que 0,1%. Selon les régions, à Diffa les chefs de ménage qui ont le niveau coranique sont les plus importants avec 56,7% suivi des chefs de ménage sans instruction avec 36,7%. Selon la zone agro-écologique, la répartition des chefs de ménage selon le niveau d'instruction est similaire d'une zone à l'autre comme le montre le tableau 3 ci-dessous.

Tableau 3 : Répartition (en %) des CM par niveau instruction selon la région et la zone agro-écologique

	Aucun	Alphabétisé	Coranique	Primaire	Secondaire	Supérieur
Régions						
Diffa	36,7	0,0	56,7	6,7	0,0	0,0
Dosso	82,7	1,3	9,3	6,7	0,0	0,0
Maradi	78,2	5,7	11,9	3,1	1,0	0,0
Tahoua	84,3	1,9	11,5	1,7	0,3	0,2
Tillabéri	77,4	2,2	11,1	7,8	1,5	0,0
Zinder	57,2	1,3	33,7	5,2	2,3	0,3
Zones agro-écologiques						
Agricole	65,9	1,8	25,1	5,1	1,8	0,2
Agropastorale	75,3	4,1	14,8	5,2	0,6	0,2
Pastorale et désertique	87,6	0,5	9,7	1,5	0,7	0,0
Ensemble	75,4	2,3	17,0	4,1	1,0	0,1

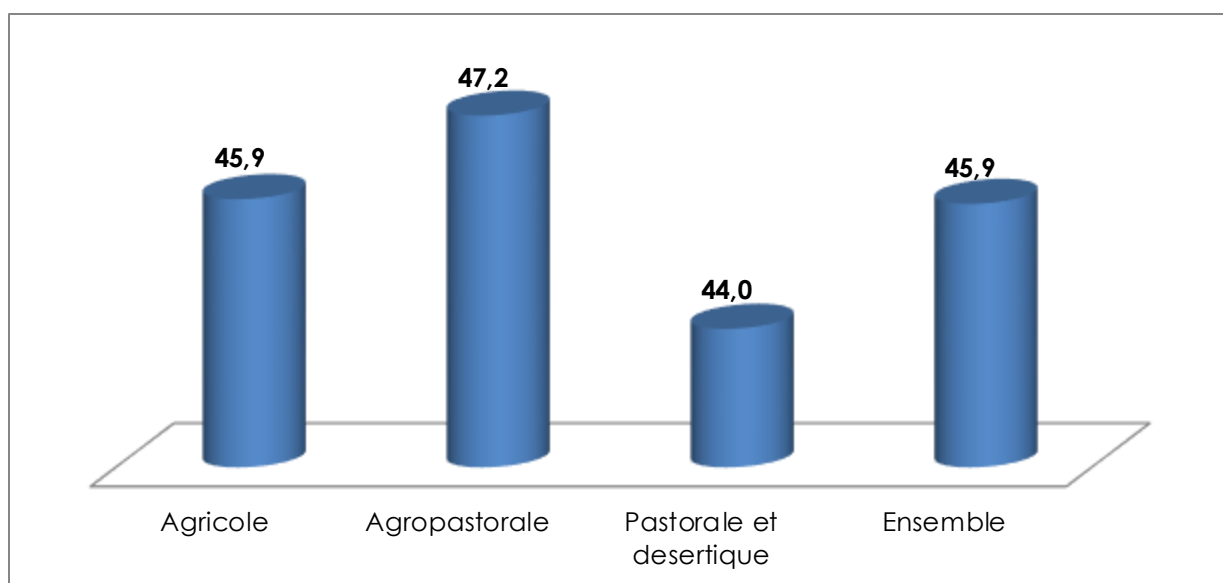
3.1.4. Principale activité des chefs de ménage

L'agriculture constitue la principale activité des chefs de ménage. En effet, l'agriculture occupe 66,7% de l'ensemble des ménages. Les éleveurs et les personnes non occupées représentent respectivement 9,3% et 3,6% des ménages alors qu'ils étaient de 4,6% et 5,9% à l'enquête de base.

Tableau 4 : Répartition (en %) des CM par principale activité

Activité principale	Baseline	Midline
Employeur	0,1	0,3
Employé	0,4	0,9
Agriculteur	70,3	66,7
Eleveur	4,6	9,3
Ouvrier journalier	6,4	3,0
Commerçant	1,8	2,3
Ménagère	6,9	9,8
Artisan	1,7	1,4
Chasseur ou Pêcheur	0,1	0,4
Vendeur de bois ou paille	1,1	0,3
Retraités	0,1	0,6
Non occupé	5,9	3,6
Indépendant	-	0,5
Autre	0,6	0,8

3.1.5. Age moyen des chefs de ménage

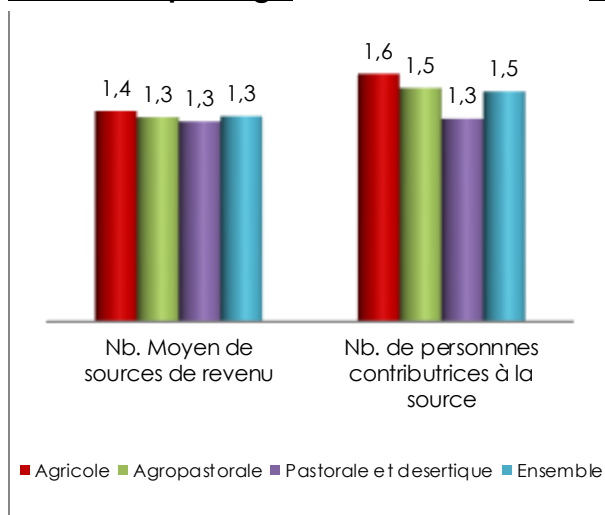


Graphique 2 : Age moyen des CM (en années révolues)

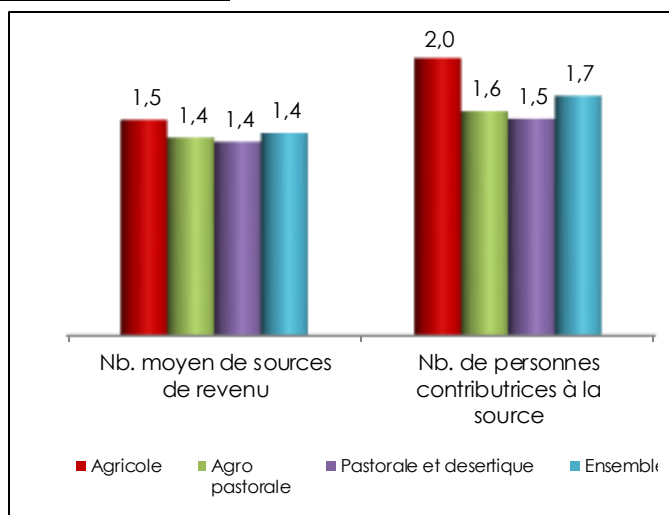
Les graphiques ci-dessous montrent que sur l'ensemble des zones agro écologiques, l'âge moyen des chefs des ménages est d'environ 46 ans. Il varie de 44,0 ans en zone pastorale et désertique à 47,2 ans en zone agropastorale.

3.1.6. Nombre moyen de source de revenu et nombre de personnes contributrices à la source

Deuxième passage



Situation de base



Graphique 3 : Nombre moyen de sources et nombre moyen de personnes contributrices par zone

En moyenne, les ménages disposent de 1,3 source de revenu. Le nombre de personnes contributrices à la source n'est pas fondamentalement différent entre les deux passages. En effet, les résultats montrent qu'à l'enquête de base en moyenne 1,7 personne contribue et que ce nombre est de 1,5 au moment du deuxième passage.

3.1.7. Première source de revenu

La vente des produits agricoles reste la première source de revenu des ménages avec respectivement 33,7% et 37,3% des ménages au premier et au deuxième passage. Le pourcentage des ménages ayant bénéficié de transferts financiers est passé de 4,8% à 11,1% entre le premier et deuxième passage. Aussi, le poids du petit commerce et de la vente de bétails dans les sources de revenu des ménages ont augmenté par rapport au premier passage respectivement de 4,4 et 5,7 points de pourcentage. Par contre, la part du travail journalier dans les sources est passée de 23,2% à 17% entre les deux passages.

Tableau 5 : Répartition (en %) des chefs de ménages (CM) selon la source de revenu du ménage

Sources de revenu	Baseline	Midline
Commerce	0,8	2,6
Salaire	0,5	0,1
Transferts financiers	4,8	11,1
Famille/ami	5,2	-
Vente de produits agricoles	33,7	37,3
Vente de bétail	5,1	10,8
Vente de chauffe/paille	5,5	4,5
Petit commerce	8,9	13,3
Travail journalier	23,2	17,0
Transferts partenaires/ONG/Gouvernement	5,9	3,1
Emprunt	1,6	-
Autre	4,7	0,3

3.2. Evolution de la sécurité alimentaires des ménages

3.2.1. Les stratégies d'adaptation

A la question de savoir s'il y a eu des moments, au cours des 7 derniers jours précédant l'interview, où les ménages n'avaient pas assez de nourriture ou d'argent pour en acheter, il en ressort que le pourcentage des ménages concernés est passé de 44,5% à 31,5% entre les deux passages. Ce qui montre que moins de ménages avaient des difficultés alimentaires au moment de l'enquête. Ceci pourrait être aussi imputable à la période de collecte.

Lors de l'enquête de base, les stratégies les plus fréquemment adoptées par les ménages pour faire face à l'insécurité alimentaire, au cours des 7 derniers jours qui ont précédé l'enquête étaient:

- La consommation des aliments moins préférés et moins chers (37,9%) ;
- La diminution de la quantité consommée pendant les repas (26,7%) ;
- L'achat des vivres à crédit (26,1%);

Au cours de cette enquête de suivi en 2014, la consommation des aliments moins préférés et moins chers a concerné 30,5% des ménages pendant que les autres stratégies de survie ont été adoptées par moins de 20% des ménages.

Tableau 6 : Répartition (en %) des ménages suivant les stratégies de survie adoptées au cours des 7 derniers jours

Stratégies	Baseline	Midline
Pourcentage des ménages qui avait vécu au cours des 7 derniers jours, des moments où ils n'avaient pas assez de nourriture ou d'argent pour en acheter	44,5	31,5
Stratégies utilisées par les ménages au cours des 7 derniers jours		
Consommer des aliments moins préférés et moins chers	37,9	30,5
Emprunter de la nourriture ou recourir à l'aide des parents, des voisins ou des amis	20,9	12,4
Diminuer la quantité consommée pendant les repas	26,7	13,5
Restreindre la consommation des adultes pour permettre aux plus jeunes de manger davantage	16,1	7,6
Diminuer le nombre de repas par jour	23,2	11,8
Acheter des vivres à crédit	26,1	7,0
Passer une journée entière sans manger	9,1	3,6
Envoyer un membre du ménage mangé chez les voisins/parents/amis	8,4	4,8
Renoncer au paiement de dettes contractées pour acheter des vivres	11,1	2,9

Au cours de l'enquête de référence de mars 2014, l'emprunt de l'argent ou de la nourriture auprès d'un commerçant du village (27%), les départs des ménages en entier (21%), la désépargne (21%), la réduction des dépenses non essentielles (18%), la décapitalisation du bétail (17%) étaient les principales stratégies de moyen terme.

Au deuxième passage, les départs des ménages entiers (23,4%), les départs d'actifs (18,9%) et la vente d'animaux (15,7%) sont les principales stratégies au cours des 30 derniers jours.

Ainsi, l'exode ressort comme étant la principale stratégie de moyen terme développée par les ménages au cours des 30 derniers jours.

Tableau 7 : Répartition (en %) des ménages suivant les stratégies de survie adoptées au cours des 30 derniers jours

Stratégies utilisées par les ménages au cours 30 derniers jours	Baseline	Midline
Enregistrement des départs plus que d'habitude	12,1	18,9
Enregistrement de départs de ménages entiers	20,8	23,4
Vente des actifs domestiques (radio, meubles, réfrigérateur, télévision, bijoux etc.)	4,2	8,0
Vente des actifs productifs ou moyens de transport (machine à coudre, brouette, vélo, voiture etc.)	2,6	3,9
Réduction des dépenses non alimentaires essentielles telles que l'éducation et la santé	18,2	7,9
Retrait d'un ou plusieurs enfants de l'école	3,2	5,9
Vente d'animaux plus que d'habitude	17,4	15,7
Vente d'animaux reproducteurs pour des besoins alimentaires	15,8	12,1
Dépense des épargnes pour des raisons d'insécurité alimentaire	20,8	7,2
Vente des terres pour des raisons d'insécurité alimentaire	3,9	3,1
Emprunt de l'argent/ nourriture à un commerçant usurier reconnu du village	27,1	12,1

Pour synthétiser l'information sur les stratégies adoptées au cours des 30 derniers jours, un indice de stratégie a été défini en tenant compte de la stratégie dominante. Cet indicateur classe les stratégies en trois groupes selon leur niveau de gravité. On distingue :

- Les stratégies de stress, qui indiquent une capacité réduite à faire face à des chocs dans le futur en raison d'une réduction des ressources ou d'une augmentation des dettes ;
- Les stratégies de crise, qui réduisent directement la productivité future ;

- Les stratégies d'urgence qui affectent directement la productivité future, et sont plus difficiles à renverser et ont une nature plus dramatique que les stratégies de crise.

Chaque ménage est classé selon la prédominance du groupe des stratégies adoptées par le ménage. Ainsi, cet indicateur tient compte des stratégies dominantes.

Dans l'ensemble de la zone de couverture de l'enquête, 42% des ménages n'ont adopté aucune stratégie de survie au premier passage de l'enquête contre 51,4% au deuxième passage. Le pourcentage des ménages concernés par les stratégies d'urgence est passé de 31,1% à 19,5% entre les deux tours. Le niveau d'adoption des stratégies de survie a globalement baissé entre les deux passages de l'enquête.

Tableau 8 : Répartition (en %) des ménages par zone agro écologique selon le type de stratégies adoptées au cours des 30 derniers jours

Type de stratégies adoptées par les ménages	Baseline	Midline
Pas de stratégies	41,8	51,4
Stratégies de stress	9,2	5,2
Stratégies de crise	17,9	23,9
Stratégies d'urgence	31,1	19,5

3.2.2. Consommation alimentaire des ménages

Les informations sur la consommation alimentaire ont été recueillies auprès des ménages et ont servi à calculer le score de consommation alimentaire (SCA), qui est un indicateur de suivi de la situation alimentaire. Il renseigne sur la fréquence et la source des aliments consommés.

Contrairement aux résultats de l'enquête de base où les achats représentent 43,7% et les FFA (nourriture contre travail) 35,6% des sources d'approvisionnement en céréales, au deuxième passage la production pluviale représente 61,3% de la source des céréales consommées par les ménages contre 6,4% pour l'enquête de référence.

Tableau 9 : Répartition (en %) des sources des aliments consommés dans les 7 derniers jours par groupe

Groupes	Sources	Propre production pluviale	Propres productions Contre saison	Propres productions animales	Achats	Assistance alimentaire	Nourriture contre travail (FFA)	Dons/ Zakat	Emprunt (crédit de la boutique)	Chasse/cueillette/pêche	Travail contre nourriture	Autre (à préciser)
Céréales		61,3	1,1	0,1	21,5	2,5	1,0	9,6	2,6		0,2	0,1
Racines et tubercules		4,0	7,2	1,2	83,5	1,2		1,9	0,6			0,3
Légumineuses et noix		35,3	1,4	1,0	54,0	1,8	0,4	5,1	0,8	0,1	0,1	
Légumineuses de couleur orange (Carotte, Poivron rouge)		7,0	4,7		83,7			4,7				
Légumes feuilles vertes (Baobab, Yoddo, Mollohia, d'autres feuilles vert foncé)		12,0	1,1	0,4	42,2	1,4	1,7	4,3	0,6	36,2		0,1
Autres légumes (Oignon, Tomates, Concombre, Radis, Haricot vert, Petit pois etc.)		0,6	6,5	1,2	89,5	0,6	0,2	0,6	0,6	0,2		
Fruit de couleur orange (Mangue, Papaye, Tangelot)		2,7			97,3							
Autres Fruits (Ananas, Pomme, Citron, Mandarine)					100,0							
Viande (chèvres, bœuf, poulets, chameaux)		0,4	0,8	13,8	77,3	0,8		6,9				
Foie, rognon, et/ou autres abats rouges				19,6	73,9			6,5				
Poisson et autres fruits de mer			1,7	1,7	60,3			3,4		32,8		
Œufs				66,7	33,3							
Lait et Autres produits laitiers		0,3	1,8	44,5	45,5	1,4	0,5	4,0		0,1		1,8
Huile/gras/beurre		0,5	0,4	5,9	88,6	0,3	0,4	2,9	0,9			
Sucre ou produits sucrés (miel, confiture, bonbons, biscuits, pâtisseries, gâteaux)		0,3	2,6	2,5	91,4	0,8	0,6	1,5	0,2			0,2
Epices/Condiments		0,4		0,9	88,9	1,1	1,1	6,0	1,4	0,1	0,1	0,1

Par ailleurs, les résultats sur la consommation alimentaire montrent que la proportion des ménages ayant une alimentation pauvre ou limite a diminué entre les deux périodes pendant que l'on note une augmentation de la proportion des ménages ayant une alimentation acceptable.

Tableau 10 : Répartition (en %) des ménages par classe de score de consommation alimentaire

Classe de consommation alimentaire des ménages	Baseline	Midline
Pauvre	33,7	32,4
Limite	31,3	26,2
Acceptable	35,0	41,3
Total	100,0	100,0

3.2.3. Score de diversité alimentaire

La diversité alimentaire est une mesure qualitative de la consommation alimentaire. Elle rend compte de la variété des aliments que les ménages ont consommés durant les sept (7) derniers jours précédant l'enquête.

Les résultats montrent qu'il n'existe pratiquement pas de changements entre les deux enquêtes ; les aliments à base de céréales sont consommés en moyenne plus 6 jours sur 7 dans les ménages enquêtés. Les feuilles vertes et légumes sont quant à eux consommés 5 jours sur 7 au premier passage et près de 6 sur 7 jours au deuxième passage. Les tubercules tout comme les protéines animales (viande, œuf, poisson) sont consommés moins d'un 1 jour sur 7 par les ménages.

Tableau 11 : Nombre moyen de jours de consommation des groupes d'aliments

Groupes d'aliments	Baseline	Midline
Céréales	6,3	6,3
Tubercules	0,6	0,5
Légumineuses	1,7	1,4
Feuilles vertes et légumes	5,2	5,5
Fruits	0,2	0,1
Protéines animales	0,3	0,4
Lait et produits laitiers	2,3	2,9
Sucre	2,1	2,0
Huile	3,5	2,8

En ce qui concerne le score de diversité alimentaire, on note que les résultats n'ont pas fondamentalement varié entre les deux observations. La moitié des ménages ont une diversité alimentaire faible pendant que 41% ont une diversité moyenne.

Tableau 12 : Répartition (en %) des ménages selon la classe de diversité alimentaire

Classe de diversité alimentaire	Baseline	Midline
Faible	50,1	50,9
Moyenne	41,7	40,7
Forte	8,2	8,4
Total	100	100

3.2.4. Dépenses alimentaires

La part des dépenses alimentaires dans les dépenses totales du ménage rapportées aux 30 derniers jours précédant l'enquête ont été réparties en quatre classes : faible (inférieur à 50%), moyenne (de 50% à moins de 65%), élevée (de 65% à moins de 75%) et très élevée (au moins 75%).

La structure des parts de dépenses montre que la majorité des ménages (69,0%) consacrent une bonne part de leurs ressources à la satisfaction des besoins alimentaires. Cette proportion était de 56,9% à l'enquête de base. Cette situation pourrait s'expliquer par le fait que la dernière enquête s'était déroulée juste après les récoltes, une période caractérisée par une plus forte disponibilité des céréales.

Tableau 13 : Répartition (en %) des ménages par classe des dépenses alimentaires

Classe de dépenses alimentaire des ménages (y compris autoconsommation)	Baseline	Midline
Faible	21,4	13,5
Moyenne	12,1	9,5
Elevée	9,5	8,0
Très élevée	56,9	69,0
Classe de dépenses alimentaire des ménages en cash		
Faible	35,3	26,5
Moyenne	16,8	11,1
Elevée	11,8	5,5
Très élevée	36,2	56,8
Total	100	100

3.2.5. Endettement et remboursement

Il ressort du tableau ci-dessous que la proportion des ménages endettés, pour des raisons alimentaires, depuis la récolte précédant l'enquête a baissé entre les deux périodes. On remarque aussi l'effort de remboursement de dettes est plus important au deuxième passage.

Tableau 14 : Répartition des ménages selon leur état d'endettement

Endettement	Baseline	Midline
Proportion des ménages qui ont eu à s'endetter pour satisfaire leurs besoins alimentaires depuis la dernière récolte	57,3	42,0
Proportion des ménages qui sont endettés au moment de l'enquête	74,6	60,8
Proportion des ménages qui ont effectué ou engagé le remboursement	33,5	44,9

Par ailleurs, il est important de préciser que l'écart entre la proportion des ménages qui ont eu à s'endetter depuis la récolte et la proportion des ménages actuellement endetté reste toujours autour de 20%. Ce qui pourrait représenter la proportion des ménages endettés de façon continue.

3.2.5. Disponibilité de stock

Au vu de la période de collecte qui coïncide avec la fin des récoltes, 87,2% des ménages disposaient de stock ou moyens d'approvisionnement en céréales bien que la durée moyenne des stocks ou approvisionnements n'ait pas varié entre les deux enquêtes.

Tableau 15 : Proportion des ménages ayant un stock selon sa durée de couverture

	Baseline	Midline
Proportion des ménages disposant de stock ou moyens d'approvisionnement en céréales	50,0	87,2
Durée moyenne (en mois) des stocks	2,3	2,4

3.3. Changements dans les connaissances et pratiques de l'alimentation des enfants

Une bonne connaissance des normes et pratiques d'allaitement et d'alimentation des enfants revêt une importance particulière dans la prévention des cas de malnutrition.

3.3.1. Connaissances des pratiques d'alimentation du nouveau-né

Il a été demandé aux femmes âgées de 12 à 49 ans, les types d'aliments à donner aux nouveau-nés immédiatement après l'accouchement.

Ainsi, le lait maternel est l'aliment le plus cité à donner immédiatement après la naissance. En effet, près de 83% des mères ont déclaré que l'on doit mettre immédiatement aux seins les nouveau-nés. Aussi, pour 38,2% des mères, l'eau est le liquide à donner aux nouveau-nés.

Il faut noter que relativement à l'enquête de base, les mères sont beaucoup plus astreintes à donner des aliments à leurs enfants dès la naissance. Toutefois, s'agissant de l'eau sucrée ou jus, moins de mères sont favorables à la donner à leurs nouveau-nés par rapport à l'enquête de base.

Tableau 16 : Répartition des femmes selon leurs connaissances des aliments des nouveau-nés immédiatement après l'accouchement

		Baseline	Midline
Eau	Effectifs	1296	546
	%	20,7	38,2
SRO	Effectifs	330	123
	%	5,3	8,6
Préparation	Effectifs	335	75
	%	5,3	5,2
Aliment solide ou semi-solide	Effectifs	221	82
	%	3,5	5,7
Le sein	Effectifs	4967	1182
	%	79,2	82,6
Lait (non maternel)	Effectifs	1290	359
	%	20,6	25,1
Eau sucrée ou jus	Effectifs	1935	368
	%	30,9	25,7
Décoction de feuilles ou de racines	Effectifs	483	177
	%	7,7	12,4
Autres liquides	Effectifs	304	86
	%	4,8	6

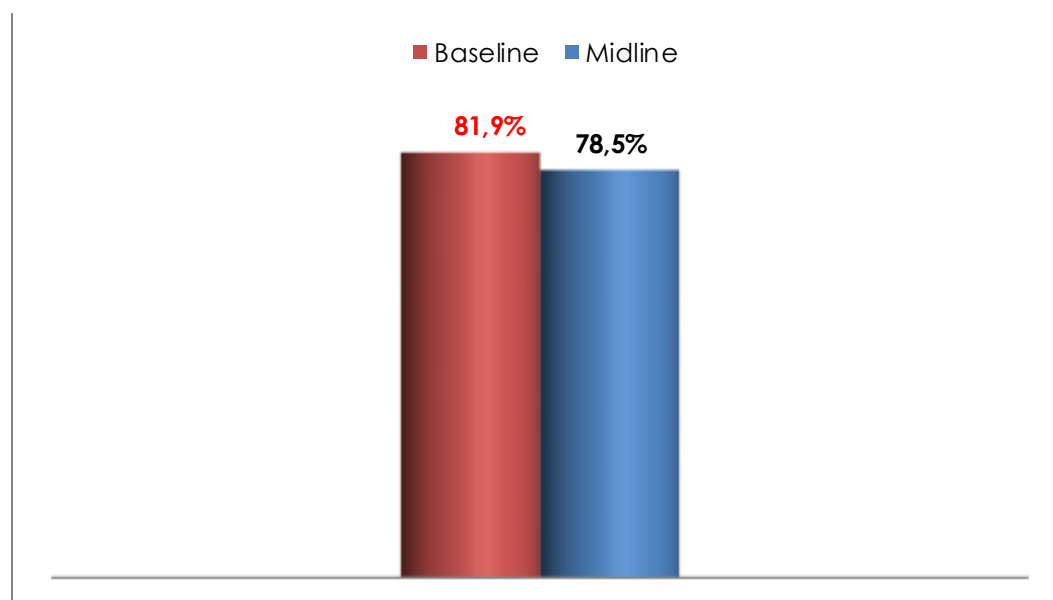
Par ailleurs, près de la moitié des femmes (soit 49,5%) estiment que le nouveau-né doit être mis au sein dans la première heure qui suit la naissance. Pour 30,4% d'entre elles, le temps d'attente avant la mise au sein se situe entre une et huit (8) heures et pour 6%, ce dernier dépasse les 24 heures.

Les actions de sensibilisation devraient encourager les mères à pratiquer l'allaitement dès la première heure dans la mesure où la proportion des femmes qui adoptent cette pratique a diminué de 17 points de pourcentage entre les deux passages.

Tableau 17 : Répartition des femmes selon le délai avant la mise au sein des nouveau-nés

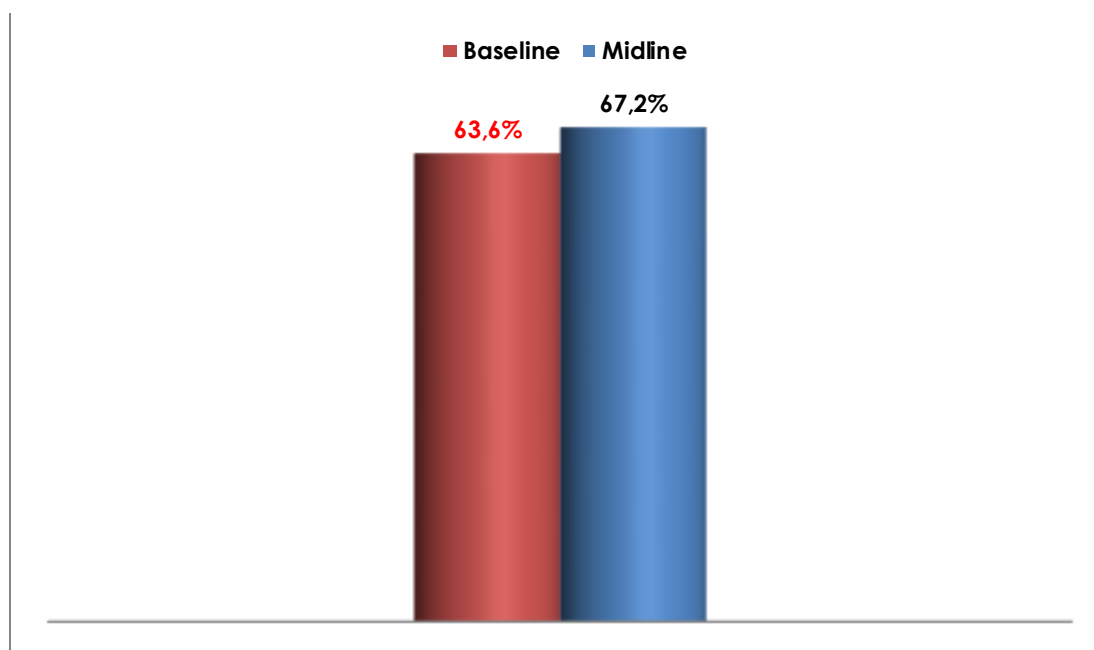
Délai de mise au sein	Baseline	Midline
Première heure	66,5	49,5
1 heure à 8 heures	16,7	30,4
8 heures à 24 heures	4,5	9,6
Plus de 24 heures	9,0	6,0
Ne sait pas	3,5	4,3

De plus, 78,5% des femmes recommandent de donner le colostrum aux nouveau-nés. Ce pourcentage est légèrement moins élevé que celui observé au premier passage (81,9%).



Graphique 4 : Pourcentage des femmes recommandant le colostrum au nouveau-né

Le désir de mettre l'enfant allaité sous régime spécifique est une préoccupation des femmes enquêtées. En effet, 67,2% prévoient de donner une alimentation de complément pour leurs enfants au-delà de six mois. A l'enquête de base, ce pourcentage était de 63,6%.



Graphique 5 : Pourcentage des femmes prévoyant une alimentation spécifique en plus du lait maternel après 6 mois

L'analyse du tableau ci-dessous montre qu'en moyenne les femmes estiment la durée de l'allaitement à 21 mois, soit deux mois de moins qu'au premier passage. En outre, une femme sur trois déclare que cette durée est exactement de 24 mois.

Par ailleurs, il est conseillé de donner un autre aliment à l'enfant après six mois. En moyenne, les femmes ont déclaré que ce délai est de 6 mois et demi. Cela traduit une nette amélioration des connaissances des mères sur le temps à partir duquel il faut donner à l'enfant autre chose que le lait maternel relativement au premier passage où elles estimaient qu'il fallait attendre le dixième mois.

Tableau 18 : Répartition des femmes selon leurs connaissances sur la durée de l'allaitement

	Baseline	Midline
Temps moyen avant de donner autres aliments (en mois)	10,2	6,5
% des mères qui donnent à manger à 6 mois	46,2	56,7
Durée de l'allaitement (en mois)	23,0	20,9
% des mères pour qui l'allaitement dure 24 mois	43,7	33,3

3.3.2. Connaissance sur l'alimentation des enfants diarrhéiques

Cette partie renseigne sur les connaissances que les mères ont de l'alimentation des enfants de 0 à 59 mois atteints de diarrhée.

Ainsi, la majorité des femmes estiment que l'on peut continuer à donner à boire (80%) ou à manger (63%) à un enfant atteint de diarrhée. Les proportions des femmes partageant ces opinions sont presque identiques à celles observées au premier passage.

Environ 91% des femmes ont déclaré être en faveur de l'allaitement au sein de l'enfant souffrant de diarrhée. Ce pourcentage était de 96% lors du premier passage.

Tableau 19 : Répartition des femmes selon leurs attitudes à l'égard des enfants diarrhéiques

		Baseline	Midline
Donner le sein	Effectifs	4344	990
	%	96,1	90,7
Donner à boire	Effectifs	3598	874
	%	79,6	80,0
Donner à manger	Effectifs	2904	692
	%	64,2	63,4

3.3.3 Pratique de l'alimentation dans les dernières 24 heures

Afin d'analyser la diversité de la consommation alimentaire chez les enfants de 6-23 mois, il a été constitué sept grands groupes de produits alimentaires (céréales et tubercules, produits laitiers, légumineuses, fruits et légumes, autres fruits, aliments protéinés et œufs) entrant dans les habitudes alimentaires. Les enfants ont été classés selon le nombre de groupes d'aliments consommés au cours des 24 dernières heures.

Globalement, l'alimentation des enfants de 6-23 mois reste essentiellement composée de céréales (59,3%) puis des produits laitiers (13,2%) et des légumineuses (11,7%). Il faut noter que les proportions d'enfants ayant consommé les différents aliments sont en baisse et ce, quel que soit le groupe d'aliments considéré.

Tableau 20 : Groupes d'aliments les plus consommés

Groupes d'aliments	Baseline (%)	Midline (%)
Céréales et tubercules	89,1	59,3

Groupes d'aliments	Baseline (%)	Midline (%)
Produits laitiers	20,0	13,2
Légumineuses	10,4	11,7
Fruits et Légumes riche en vitamine A	8,2	2,5
Protéine animale	7,0	2,2
Œuf	0,6	0,4
Autres fruits et légumes	0,0	0,0

Selon la norme, un enfant qui consomme au moins quatre (4) groupes d'aliments a une alimentation diversifiée, qu'il soit allaité au sein ou pas.

Dans l'ensemble, seul 2,5% des enfants de 6-23 mois bénéficient d'une alimentation diversifiée. Ce pourcentage était de 3,3% à l'enquête de base.

Tableau 21 : Répartition des enfants de 6-23 mois par classe de diversité alimentaire

		Baseline	Midline
Alimentation non diversifiée	Effectifs	2047	673
	%	96,7	97,5
Alimentation diversifiée	Effectifs	70	17
	%	3,3	2,5

3.4. Evaluation de l'état nutritionnel et des morbidités des enfants de 6 à 59 mois

3.4.1. Malnutrition aiguë (poids/taille)

La problématique de la malnutrition notamment la prise en charge des enfants malnutris demeure une préoccupation de l'Etat et ses partenaires techniques. Ainsi, au cours cette enquête un dispositif a été mis en place pour évaluer la malnutrition des enfants âgés de 6-59 mois.

La malnutrition aiguë globale ou émaciation se mesure par l'indice Poids/Taille. Les résultats de cette enquête ont révélé que la prévalence de la malnutrition aiguë globale (MAG) est de 9,0%. Ce taux est en dessous du seuil d'alerte qui est de 10%. Alors que celle de la malnutrition aigüe sévère(MAS) est de 1,3%. Toutefois, il faut souligner que la MAG a baissé de 2,9 et la MAS de 0,7 de point de pourcentage.

Tableau 22 : Prévalence de la malnutrition aigüe (poids/taille en Z-score) pour les enfants de 6 à 59 mois par tranche d'âge, par sexe et par zone agro-écologique

Références OMS					
		Malnutrition Aiguë Globale Poids/Taille <-2 ET et/ou œdèmes (IC à 95)		Malnutrition Aiguë Sévère Poids/Taille <-3 ET et/ou œdèmes (IC à 95)	
		BASELINE	MIDLINE	BASELINE	MIDLINE
Tranche d'âges	6-23 mois	17,1 (15,4-18,8)	15 (11,5-19,3)	3,1 (2,4-4,0)	3,2(1,9-5,5)
	24-59 mois	9,4 (8,4-10,5)	6,6(5,1-8,5)	1,4 (1,1-1,8)	0,6(0,3-1,2)
Sexe	Garçons	13,3 (12,1-14,7)	10,9(8,8-13,3)	2,6 (2,1-3,2)	2,1(1,4-3,3)
	Filles	10,4 (9,2-11,7)	7,0(5,4-9,0)	1,4 (1,0-1,9)	0,4(0,1-1,3)
Ensemble		11,9 (10,9-12,9)	9,0(7,6-10,7)	2,0 (1,6-2,4)	1,3(0,9-2,1)

L'analyse par tranche d'âges montre que 15,0% des enfants âgés de 6 à 23 mois souffrent de la malnutrition aiguë globale dont 3,2% de la forme sévère. Les prévalences de la malnutrition aiguë globale et sévère chez les enfants âgés de 24 à 59 mois sont respectivement de 6,6% et 0,6%.

3.4.2. Malnutrition chronique (taille/âge)

La malnutrition chronique ou retard de croissance se mesure par l'indice Taille/Âge. Ainsi, la prévalence de la malnutrition chronique globale est de 44,5% soit une diminution de 4,7 points de pourcentage par rapport à l'enquête de base. Pour la malnutrition chronique sévère ce taux est de 19,3%.

Tableau 23 : Prévalence de la malnutrition chronique (taille/âge en Z-score) pour les enfants de 6 à 59 mois par tranche d'âge et par sexe

Références OMS					
		Malnutrition Chronique Globale Taille/Âge <-2 ET et/ou œdèmes (IC à 95)		Malnutrition Chronique Sévère Taille/Âge < - 3 ET et/ou œdèmes (IC à 95)	
		BASELINE	MIDLINE	BASELINE	MIDLINE
Tranche d'âges	6-23 mois	51,1 (48,6-53,5)	46,7(41,7-51,7)	22,6 (20,6-24,7)	19,6(15,6-24,4)
	24-59 mois	48,4 (46,2-50,5)	43,6(39,9-47,4)	22,9 (21,4-24,6)	19,2(16,8-21,8)
Sexe	Garçons	51,2 (49,0-53,5)	46,6(42,7-50,5)	25,0 (23,3-26,8)	22,0(19,1-25,1)
	Filles	47,2 (45,1-49,4)	42,1 (38,0-46,4)	20,6 (19,0-22,3)	16,3(13,4-19,7)
Ensemble		49,2 (47,4-51,1)	44,5(41,3-47,7)	22,8 (21,5-24,2)	19,3(17,0-21,8)

Les garçons sont plus touchés par la malnutrition chronique globale que les filles. En effet, 46,6% des garçons souffrent de la malnutrition chronique globale alors que ce taux est de 42,1% chez les filles.

La proportion des enfants atteints de la malnutrition chronique globale est moins importante dans la tranche d'âges 24 à 59 mois. Moins de la moitié des enfants âgés de 24 à 59 mois souffre de retard de croissance.

3.4.3. Mortalité rétrospective

Lors de cette enquête, la mortalité rétrospective a été mesurée selon la méthodologie SMART. A cet effet, la période de rappel est de 143 jours. Tous les décès intervenus dans les ménages enquêtés au cours de la période du rappel ont été pris en compte dans le calcul du taux brut de mortalité et celui des enfants de 6 à 59 mois.

Le taux brut de mortalité est le nombre de décès survenus par jour au cours de la période de référence pour 10000 personnes. Dans l'ensemble, le taux brut de mortalité rétrospective sur 143 jours est de 0,51 décès/10000 personnes/jour.

Tableau 24 : Taux brut de mortalité et taux de mortalité chez les enfants de moins de 5 ans (période de rappel de 143 jours)

			Taux brut de mortalité (Décès/10000 personnes/jour)		Taux de mortalité chez les enfants de moins de 5 ans (Décès/10000 enfants de moins 5 ans/jours)	
	Nombre total de décès dans le ménage	Nombre total de décès de moins de 5 ans dans le ménage	Baseline	Midline	Baseline	Midline
Ensemble	51	28	0,29	0,51	0,46	1,11

3.4.4. Morbidité des enfants de 6 à 59 mois

Au cours de cette enquête, il a été demandé aux mères ou gardiennes d'enfants âgés de 6 à 59 mois si leurs enfants ont souffert de certaines maladies (diarrhée, fièvre, toux) ou si elles ont cherché des conseils ou de traitements pour ces maladies au cours des 15 derniers jours ayant précédé l'enquête.

Le tableau ci-dessous fait ressortir que 16,8% des enfants ont souffert de la diarrhée, 22,9% de la fièvre et 18,3% de la toux. Pour ces maladies, on remarque que la proportion des femmes ayant recherché de conseils ou traitement est plus importante pour la fièvre (72,5%). En ce qui concerne la diarrhée et la toux, les proportions des femmes ayant recherché de conseils ou de traitement sont respectivement de 65,9% et 62,8%.

Tableau 25 : Morbidité (en %) des enfants de 6 à 59 mois au cours des 15 derniers jours

	Pourcentage
Diarrhée	
Épisode diarrhéique des 15 derniers jours	16,8
Conseils ou recherche de traitement	65,9
Fièvre	
Fièvre au cours des 15 derniers jours	22,9
Conseils ou recherche de traitement	72,5
Toux	
Toux au cours des 15 derniers jours	18,3
Conseils ou recherche de traitement	62,8

3.5. Résultats communautaires

L'administration du questionnaire "Communautaire" s'est faite en Focus Group avec des informateurs clefs disponibles. Les personnes concernées étaient principalement, le chef du village ou son représentant, les notables du village, les leaders d'opinion, le directeur d'école, l'agent de santé, l'agent agricole ou vétérinaire, etc. Il s'est agi d'échanger avec ces personnes jugées capables de répondre de manière satisfaisante sur les questions relatives aux infrastructures disponibles dans le village, aux actifs productifs créés par le PAM, à leur appréciation sur le processus du ciblage des ménages vulnérables à l'insécurité alimentaire, ainsi que la situation alimentaire et nutritionnelle des enfants. Au total, les discussions ont concerné 99 villages.

3.5.1. Community Asset score

Tableau 26 : Répartition des actifs productifs

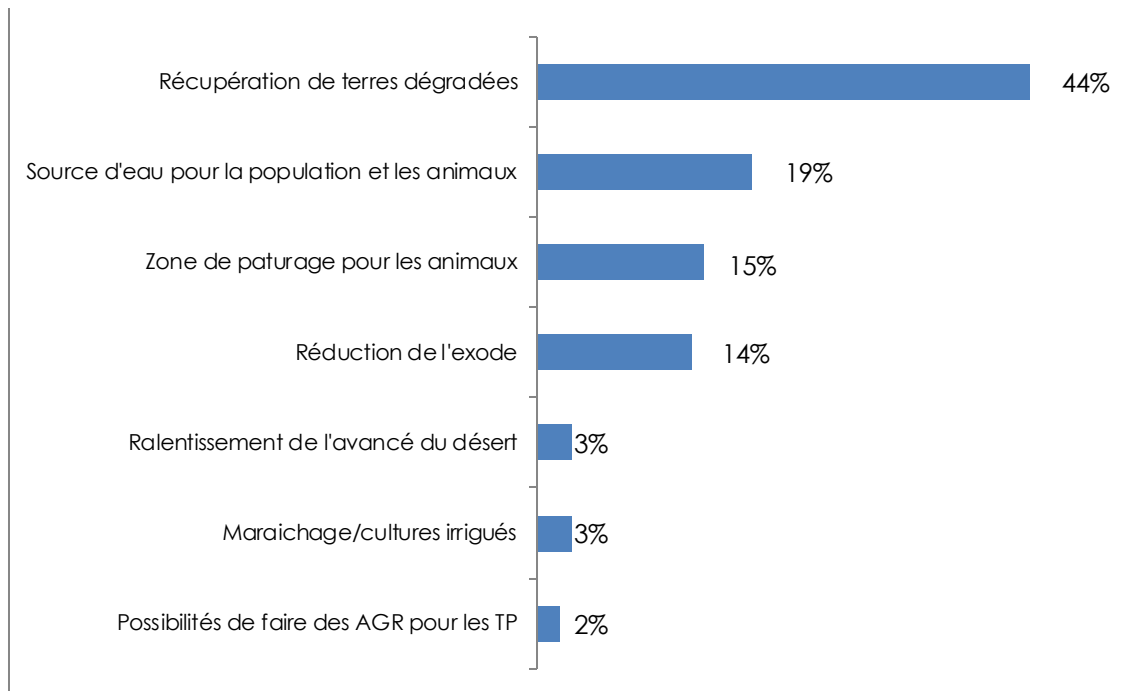
	Actifs disponibles		Actifs fonctionnels	
	Total	PAM	Total	PAM
Ensemble	452	235	421	216

3.5.2. Principaux changements observés avec les créations d'actifs

L'observation du graphique ci-dessous montre que les changements apportés par les créations d'actifs productifs réalisés par le PAM notamment la récupération des terres dégradés constatée dans 44% des villages enquêtés, l'accès à l'eau, la disponibilité du pâturage et la réduction de l'exode entre autre constatés dans respectivement 19%, 15% et 14% des villages enquêtés.

Le changement opéré dans le nombre et le type d'activités entre les deux passages rend difficile les comparaisons des résultats. Toutefois, on peut noter quelques changements positifs tels que l'accès à l'eau.

Graphique 6 : Pourcentage des villages enquêtés selon les principaux changements observés suite aux créations d'actifs

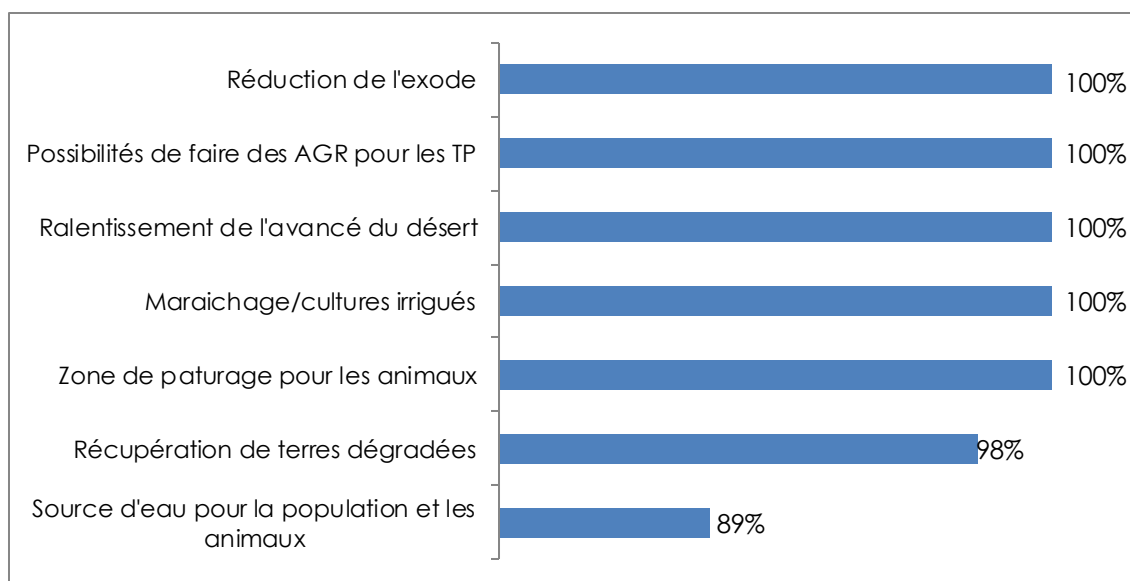


3.5.3. Changements déclarés comme des acquis définitifs par les communautés

Il ressort des discussions avec les communautés que, d'importants changements observés sont aujourd'hui considérés comme des acquis définitifs. Parmi ces changements, on note la réduction de l'exode, la possibilité pour les Très Pauvres (TP) de faire des AGR, le ralentissement de l'avancée du désert, la pratique de maraichage et cultures irriguées et la disponibilité de zone de pâturage qui sont des acquis définitifs et durable dans la totalité des villages enquêtés.

La récupération des terres dégradées et la disponibilité des sources d'eau pour la population et les animaux constituent également des acquis définitifs dans respectivement 98% et 89% des villages enquêtés.

Graphique 7 : Répartition en % des villages enquêtés selon les changements déclarés comme des acquis définitifs suite aux activités de création d'actifs

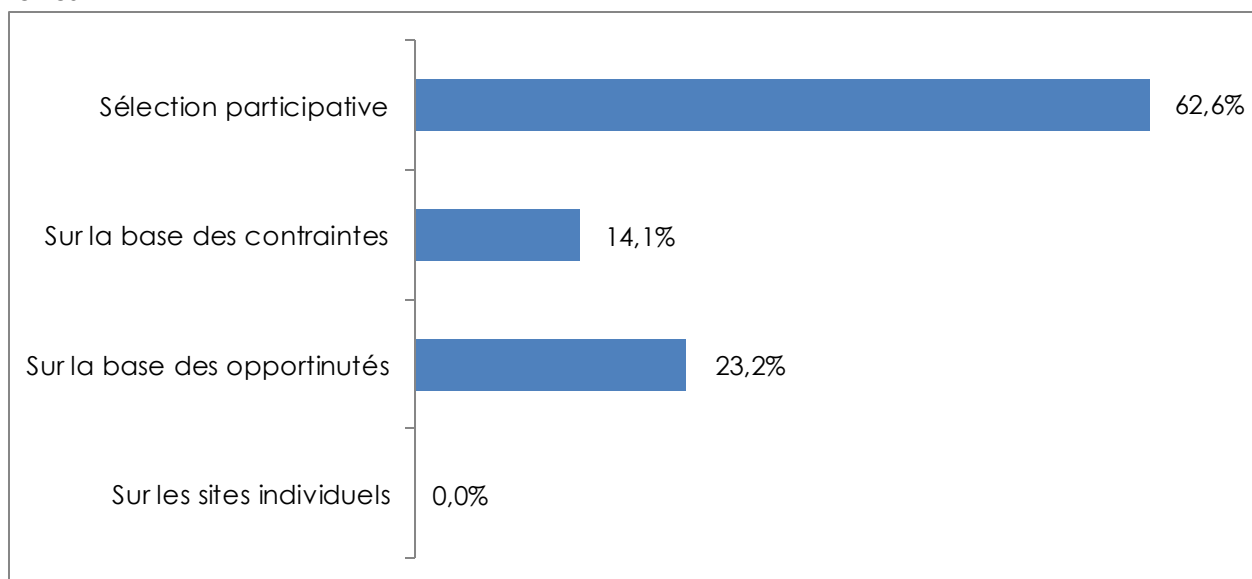


3.5.4. Sélection des sites des activités de récupération des terres

L'observation du graphique ci-après montre que dans un peu plus de six villages sur dix enquêtés (62,6%), la sélection des sites des activités de récupération des terres s'est faite de façon participative, c'est-à-dire à travers des assemblées générales villageoises.

Les sélections sur la base des contraintes et sur la base des opportunités ont été enregistrées dans respectivement 14,1% et 23,2% des villages enquêtés.

Graphique 8 : % des villages selon le mode de sélection des activités de récupération des terres

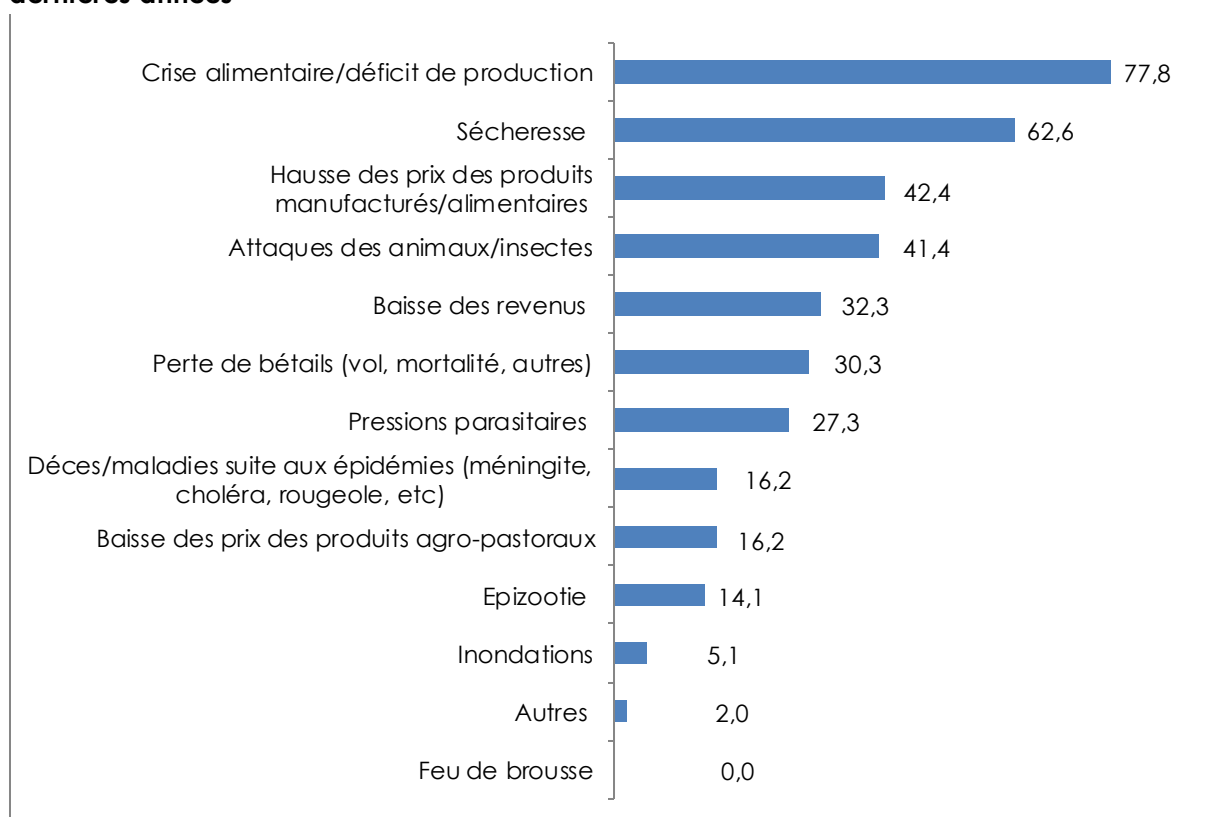


3.5.5. Chocs subis par les communautés pendant les 3 dernières années

Au cours des trois dernières années, les principaux chocs ayant affecté les villages bénéficiaires se résument comme suit :

- la crise alimentaire dans environ 4 villages sur 5 (77,8%) ;
- la sécheresse dans un peu plus de 3 villages sur 5 (62,6%) ;
- la hausse des prix des produits manufacturés et alimentaires dans un peu plus de 2 villages sur 5 (42,4%) ;
- les attaques des animaux/insectes vécus par 41,4% des villages
- la baisse des revenus dans plus de 3 villages sur 10 (32,3%) ;
- la perte de bétails dans 3 villages sur 10 (30,3%)
- la pression parasitaire vécus par 27,3% des villages.

Graphique 9 : Répartition (en %) des villages selon les principaux chocs vécus au cours des 3 dernières années



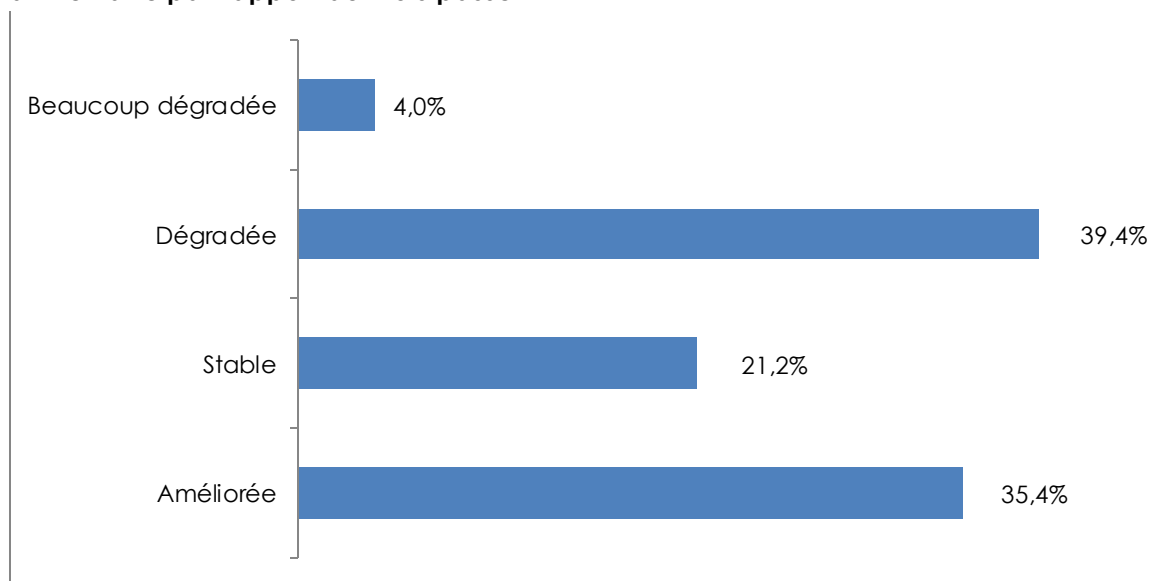
Tous ces chocs sont assez récurrents dans les communautés et surviennent en moyenne 1,3 à 2,4 fois au cours des trois dernières années.

3.5.6. Situation alimentaire dans les villages

a. *Appréciation de la situation alimentaire par les communautés par rapport au mois passé*

Il ressort du graphique ci-dessous que la situation alimentaire des ménages par rapport au mois précédent l'enquête s'est dégradée globalement dans 39,4% des villages enquêtés contre 49,4% des villages lors de l'enquête Baseline. Elle est qualifiée de beaucoup dégradée dans 4% des villages enquêtés.

Graphique 10 : Répartition des villages enquêtés selon leur appréciation de la situation alimentaire par rapport au mois passé



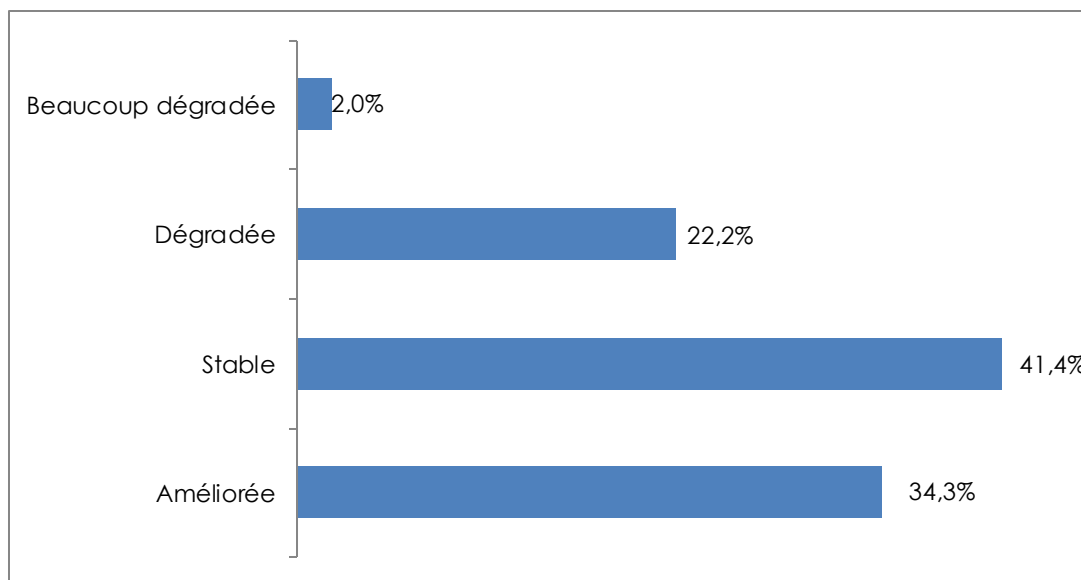
b. *Appréciation de la situation alimentaire par les communautés par rapport au même mois de l'année passé*

En glissement annuel, c'est-à-dire par rapport au même mois de l'année passée, les résultats révèlent que la situation alimentaire s'est dégradée dans 22,2% des villages. Cette proportion était de 45,1% à l'enquête de base.

La proportion des villages ayant déclaré que leur situation s'est beaucoup dégradée par rapport au même mois de l'année passée est de 2%.

Aussi, 41,4% des villages enquêtées ont affiché une situation stable par rapport au même mois de l'année passée.

Graphique 11 : Répartition des villages enquêtés selon leur appréciation de la situation alimentaire par rapport au même mois de l'année passée



3.5.7. Situation nutritionnelle des enfants de moins de cinq (5) ans

Sur le plan nutritionnel, 84,8% de villages enquêtés ont déclaré qu'il y a des enfants malnutris de moins de 5 ans au sein de leur communauté. Cette situation, bien que trop préoccupante, apparaît relativement améliorée par rapport aux résultats enregistrés lors de l'enquête de base (90,1%).

Le nombre d'enfants malnutris de moins de 5 ans est en augmentation dans 24,2% et en diminution dans 50,5% par rapport au mois précédant l'enquête.

Par rapport à la même période de l'année passée, les résultats obtenus indiquent que le nombre d'enfants malnutris est en augmentation dans 27,3% et en diminution dans 41,4% des villages.

Parmi les villages qui ont fait cas de malnutrition dans leur communauté, 16,2% ne présentent pas leurs enfants dans les centres de récupération nutritionnelle.

Deux principales raisons ont été évoquées par les communautés villageoises pour justifier la non fréquentation des centres de récupération nutritionnelle: le manque des moyens financiers évoqués (25,3%) et le manque d'information (13,1%).

Tableau 27 : Appréciation de la situation nutritionnelle par les communautés

		Baseline	Midline
Présence des enfants malnutris dans le village	Oui	90,1	84,8
comparaison des enfants malnutris de moins de 5 ans dans le village par rapport au mois précédent l'enquête	En augmentation	39,9	24,2
	Stable	30,8	25,3
	En diminution	29,3	50,5
comparaison des enfants malnutris de moins de 5 ans dans le village par rapport à l'année passée	En augmentation	50	27,3
	Stable	21,1	31,3
	En diminution	28,9	41,4
Fréquentation des enfants malnutris dans les centres de récupération nutritionnelle	Oui	85,6	83,8
Proportion des enfants qui fréquentent les centres de récupération nutritionnelle	Tous les enfants malnutris	45,7	60,6%
	La majorité des enfants malnutris (50 et plus)	37,6	25,3
	Quelques enfants malnutris seulement (entre 25 et 50)	8,7	4,0
	Très peu d'enfants malnutris (moins de 25)	8,1	10,1
Les principales raisons de la non-fréquentation des centres de récupération nutritionnelle.	Le centre de récupération nutritionnelle le plus proche est trop éloigné	47,7	9,1
	Manque de moyens financiers	15,9	25,3
	Manque d'information	22,7	13,1
	Refus d'un des parents	6,8	1
	Manque d'aliments thérapeutiques dans les CREN/CSI	4,5	6,1
	Autre	2,3	45,5

3.5.8. Connaissance des causes de malnutrition chez les enfants par les communautés

De l'avis des représentants des communautés, l'alimentation déséquilibrée de l'enfant, le sevrage précoce et brusque, l'état nutritionnel de la mère apparaissent principalement comme les premières causes de malnutrition chez les enfants. En effet, dans l'ensemble des 99 villages enquêtés, plus de 38%, 25% et 16% des villages les ont cités respectivement comme première cause. Les conditions de vie du ménage dans lequel vit l'enfant et la diarrhée ont été également citées comme première cause par respectivement 10,1% et 6,1% des villages.

Tableau 28 : Répartition (en %) des villages selon la connaissance des causes de malnutrition par les communautés

	1ère cause	2ième cause	3ième cause
Sevrage précoce et brusque	25,3	15,2	14,1
Etat nutritionnel de la mère	16,2	14,1	11,1
Alimentation déséquilibrée de l'enfant	38,4	18,2	9,1
Conditions de vie du ménage	10,1	12,1	15,2
Maladie/diarrhée	6,1	30,3	21,2
Manque d'hygiène de la mère et de l'enfant	1,0	5,1	12,1
Retard de croissance depuis la grossesse	1,0	2,0	14,1
Autre à préciser	2,0	3,0	3,0
Total	100,0	100,0	100,0

Conclusions et recommandations

Le Gouvernement du Niger, avec l'appui technique et financier de ses partenaires, vient en aide aux populations les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Dans ce cadre, le Programme Alimentaire Mondial a procédé à des opérations de Cash For Asset et de Food For Asset dans 30 communes du pays. Ces activités ont pour objectifs de soulager ces populations mais surtout de renforcer leur résilience. En vue d'évaluer les conditions d'exécution et les impacts de ces activités depuis l'enquête de base, une nouvelle enquête a été menée par l'Institut National de la Statistique en décembre 2014 avec l'appui technique et financier du Programme Alimentaire Mondial (PAM).

Comme à l'enquête de base, près d'un tiers des ménages ont une consommation alimentaire pauvre. **Les campagnes de sensibilisation devraient être orientées vers le changement des pratiques alimentaires. Aussi, un suivi constant doit être opéré à propos de l'utilisation des aides alimentaires qui sont apportées aux ménages.** En outre, s'agissant du score de diversité alimentaire, des efforts restent à faire pour arriver à avoir 63% des ménages ayant au moins une alimentation moyennement diversifiée. En effet, dans les deux enquêtes, moins de la moitié des ménages ont une alimentation moyennement diversifiée.

L'essentiel des dépenses des ménages cibles sont consacrées aux achats des vivres (69%), ce qui traduit la précarité dans laquelle ces ménages vivent. La part des dépenses consacrées à l'alimentation est relativement plus importante que celle observée au premier passage. Cette situation pourrait s'expliquer par le fait que la dernière enquête s'était déroulée juste après les récoltes, une période caractérisée par une plus forte disponibilité des céréales. Pour faire face à leurs besoins, les ménages ont adopté le plus souvent les stratégies de survie telles que la consommation des aliments moins préférés et moins chers (37,9%), la diminution de la quantité consommée pendant les repas (26,7%) et l'achat des vivres à crédit (26,1%).

De même, bien qu'une partie non négligeable des ménages dispose de réserves alimentaires, la période couverte ces stocks reste relativement très courte (environ deux mois). **Des efforts doivent être redoublés pour redynamiser les activités des banques céréalières dans un avenir proche.**

L'état nutritionnel des enfants, mesuré en particulier par la malnutrition aigüe globale, s'est amélioré depuis l'enquête de base. Cependant, ce progrès est à prendre avec précaution de la nature des périodes durant lesquelles les deux enquêtes ont été organisées. **Il convient tout de même de continuer mettre en place un programme consistant à apporter des micronutriments très riches aux enfants atteints de la malnutrition et ce, quelle que soit la période de l'année considérée.** Par ailleurs, les sécheresses et crises alimentaires restent très répandues et fréquentes dans l'ensemble des villages enquêtés. **Des infrastructures permettant de limiter la dégradation des terres cultivables doivent être créées et entretenues dans ces zones. Il s'agit notamment des aménagements des sites maraichers, des barrages en pierres sèches, des fixations de dunes, etc.**

Annexes